

Nadia Khamlichi (Umedia)

«Je veux sortir le cinéma belge de ses clichés»

LES PHRASES CLÉS

«Nous voulons rester ancrés à Bruxelles pour faire un cinéma belge qui s'exporte.»

«Dans tout secteur, le leader doit vivre avec le délit de sale gueule.»

«Des mesures comme le tax shelter doivent être démultipliées car elles génèrent des dynamiques.»

INTERVIEW

PAUL GÉRARD ET JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

L'entreprise qu'elle a cofondée, Umedia, est née avec le tax shelter. Cet incitant fiscal mis en place par l'État fédéral en 2003 permet aux entreprises payant des impôts en Belgique d'en déduire une partie (à 310%) qui sera investie dans l'industrie audiovisuelle locale. Onze ans plus tard, Umedia emploie 100 personnes (dont 80 à Bruxelles) et affiche au compteur 370 millions d'euros de fonds levés, dont 58 l'an dernier. Ce qui en fait le numéro un du tax shelter.

Vous revenez de Cannes: un passage obligé?

Obligé. Bien sûr, il y a le tapis rouge, le strass et les paillettes, c'est très sympathique mais, pour nous, derrière tout ça, il y a tout un marché. Nous y allons chaque année avec une équipe de vingt personnes, et chacune aligne quinze rendez-vous par jour. On négocie toute une série de projets qu'on va coproduire tout au long de l'année, on vend nos films à nos distributeurs, etc. En dix jours, on fait énormément de business.

Le tax shelter, c'était l'opportunité du moment? Vous auriez pu vous lancer dans autre chose?

À 14 ans, je savais que je voulais devenir entrepreneur. J'ai fait Solvay parce que ces études sont généralistes et me permettaient de garder l'horizon ouvert. Pour la petite histoire, ma passion à moi a toujours été la gastronomie, je voulais ouvrir des pâtisseries. Et puis de fait, une opportunité s'est présentée avec cette nouvelle loi tax shelter. Et j'ai rencontré Adrian Politowski, qui est devenu

mon mari par la suite, passionné de cinéma et qui était actif dans le secteur à Londres.

Umedia a beaucoup grandi mais dégage des bénéfices moins élevés qu'il y a quelques années (245.000 euros en 2014 et elle était même dans le rouge en 2013).

Pourquoi?

On a démarré avec le tax shelter et les bénéfices dégagés grâce à cette activité nous ont permis de diversifier nos activités à partir de 2010, dans toute une série de métiers. Qui dit diversification dit phase d'investissements. Voilà pourquoi notre bénéfice est actuellement en recul.

Vous vous êtes notamment lancés dans la distribution de films mais vous avez fait machine arrière: vous perdiez de l'argent? Nous avons préféré faire distribuer nos films par une société dont c'est le core business (NDLR: Belga Films). Cela nous a permis de dégager du capital pour nous recentrer sur les métiers de la production. Nous sommes devenus producteurs de films à part entière: on développe nos propres scénarios, on réalise des tournages en Belgique, les effets spéciaux, etc. Nous voulons devenir un vrai studio européen. Je ne parle pas d'un studio de tournage, ce n'est pas dans nos plans, je parle d'intégration des métiers de la production dans une même maison.

N'est-ce pas avoir les yeux plus gros que le ventre?

Non, on est de loin le n°1 en Belgique, en levée de fonds comme en production de films. Nous sommes dans le Top 10 voire le Top 5 en Europe. Nous ne sommes pas encore au niveau de Pathé ou d'Europacorp (NDLR, le groupe de Luc Besson). Mais nos plans de développement vont dans cette direction.

Ce faisant, vous vous éloignez de votre métier de base, qui est financier...

Ce n'est pas parce que nous sommes entrés dans le métier par la finance que nous vou-

lons faire cela toute notre vie, ni que c'est notre expertise unique: nous maîtrisons la finance et la fiscalité d'une part, la production cinématographique d'autre part. C'est pour cela que nous avons ouvert des bureaux à Paris, Londres, Los Angeles. Pour être présents aux points névralgiques du cinéma.

Vous resterez à Bruxelles?

Absolument. Une de nos envies est de sortir le cinéma belge de ses stigmates, lui donner plus d'ambition. Nous voulons rester ancrés à Bruxelles pour financer nos propres scénarios

et faire un cinéma belge qui s'exporte à l'international, commercial au sens où il touche un public large. Et puis, la Belgique est aujourd'hui un des pays qui comptent dans le cinéma européen. Saviez-vous qu'on produit ici autant de films par an qu'en Angleterre?

«Les stigmates du cinéma belge», dites-vous: c'est-à-dire?

Le film belge est stigmatisé comme social, ennuyeux. C'est souvent du cinéma de qualité, qui gagne des prix mais qui ne trouve pas son public. Nous, on a envie d'amener le cinéma belge à une autre dimension. Un exemple: les films d'animation de nWave, un leader d'animation 3D basé à Forest. Ça, c'est du film belge qui s'exporte, trouve son public et gagne de l'argent. Je veux sortir le cinéma belge de ses clichés.

Certains vous voient comme des financiers motivés par l'argent au détriment de l'artistique...

Dans tout secteur, le leader du marché doit vivre avec le délit de sale gueule. Surtout dans le milieu culturel en Belgique. Quand on est financier, on est vite catalogué. Mais je préfère être leader du marché, grandir, créer de l'emploi et avoir une mauvaise image auprès de certains plutôt qu'être aimée de tout le monde en vivotant. En tout cas, les investisseurs sont satisfaits et c'est un critère important pour nous.

Si demain le mécanisme du tax shelter disparaît, vous êtes mal...

C'est le but de notre diversification: ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier. C'est vrai que si le tax shelter devait disparaître, ce serait très dommage pour notre entreprise mais ce serait surtout très problématique pour tous ceux qui dépendent de nos levées de fonds. Quand on lève 60 millions d'euros sur une année, il faut imaginer le nombre de personnes que cela fait vivre dans l'industrie audiovisuelle en Belgique.

Une nouvelle loi tax shelter est en vigueur depuis janvier, elle fait polémique parce qu'elle induit un certain flou. C'est votre avis?

Cela fait partie du business, on dépend d'une loi et les lois évoluent mais cela ne m'inquiète pas plus aujourd'hui qu'hier ou avant-hier. La nouvelle loi rencontre les besoins de plus d'investisseurs, la levée de fonds fonctionne très bien.

Une tempête dans un verre d'eau, alors? Je crois que les problèmes ne sont pas tous

réglés mais les tensions s'apaisent.

Si le tax shelter a marché en Belgique, un autre pays peut copier le système, voire le rendre plus attractif, et du coup siphonner le business...

Des systèmes de type tax shelter existent dans la plupart des pays européens et sont en concurrence. Le producteur compare et cherche le meilleur ratio entre l'argent qu'il va trouver et les dépenses sur place. Aujourd'hui, la Belgique est très compétitive, à la fois en termes de financement mais aussi de qualité et de coût des équipes. Mais il faut rester compétitif et vigilant. Prenez la France: elle a perdu beaucoup de tournages à cause de notre tax shelter et est en train de revoir son système de financement.

Un tax shelter arrive pour les start-ups (lire en page 3), on en parle aussi pour d'autres secteurs: les arts de la scène, le

sport, la biotech, etc. Ce serait une partie du gâteau en moins pour vous?

Le système pour les start-ups concerne l'impôt des particuliers, nous ne sommes donc pas touchés. Pour le reste, on entend parler de beaucoup de choses mais on ne voit pas grand-chose venir. Le théâtre et les arts de la scène, ce sont des secteurs assez petits, cela ne nous affecterait pas. Si par contre un tax shelter voyait le jour pour les biotechs, là il y aurait une cannibalisation possible, parce qu'on s'adresserait aux mêmes investisseurs. Ceci dit, des mesures comme le tax shelter doivent être démultipliées car elles génèrent des dynamiques. C'est tout l'intérêt du tax shelter pour les start-ups: voilà une bonne manière de stimuler fiscalement l'économie et l'emploi.

CV EXPRESS

36 ans. Diplômée de la **Solvay Brussels School Economics & Management (ULB)**

En 2003, elle reprend une **agence de photos** de presse, **Capricorn Image Products**.

Bifurque en 2004 vers le tax shelter en créant **Motion Investment Group** (devenu UFund) avec deux amis: **Adrian Politowski** (devenu son mari) et **Jeremy Burdek**.

En 2010, l'activité s'élargit et devient un groupe **Umedia**.